



UN **Colette Zytnicki**
VILLAGE
À L'HEURE
COLONIALE

Draria, 1830-1962

Belin:

Un village à l'heure coloniale

Colette Zytnicki

Un village à l'heure coloniale
Draria, 1830-1962

Belin:

Relecture-correction : Marie-Pierre Lajot

Conception de la couverture : Offparis.fr

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5] ; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

*À Matthias, Alexandre, Núria
et à celles et ceux qui ne manqueront pas
de naître bientôt*

INTRODUCTION

«Pourquoi avez-vous choisi Draria?» m'a-t-on demandé des centaines de fois quand je préparais ce livre. J'aurais aimé répondre que seul le hasard m'avait guidée, que j'aimais bien ce nom, court et sonore, ou que je l'avais tiré au sort dans un répertoire des communes d'Algérie. Cela aurait pu se faire. Mais les choses ne se sont pas passées comme cela.

Je connaissais Draria depuis longtemps, une sorte d'héritage pourrait-on dire. Son nom revenait souvent pendant les longs repas de famille où nous nous ennuyions en entendant parler de lieux et de gens qui ne nous disaient rien, nous les enfants ayant grandi en «métropole». Plus tard même, je l'avoue, je ne voulais rien en savoir de plus. Cela ne me concernait pas. Mes parents ne m'ont transmis nulle nostalgie de la colonisation. Ils m'ont légué à la fois le souvenir de leurs années d'enfance et leur vision très critique de la situation coloniale qu'ils ont connue de près, les deux étant inextricablement mêlés. L'historienne que je suis est le produit de ce legs complexe. Et lorsqu'il s'est agi de choisir un village pour faire ce livre, Draria s'est imposé. C'était peut-être une manière de renouer une trame familiale. Mais il me faut reconnaître qu'il est apparu comme le lieu idéal pour mener l'enquête qui me taraudait

depuis longtemps. Pour plonger en effet dans le quotidien de l'Algérie au temps de la colonisation, il me fallait prendre pour objet un village où il ne s'était rien passé de notable. Draria n'a jamais défrayé la chronique médiatique (hormis quelques faits divers vite oubliés). Les ouvrages d'histoire le mentionnent à peine, et seulement pour en signaler la naissance. Ce n'est ni Palestro, ni Margueritte, théâtres d'affrontements qui ont marqué les esprits et fait couler pas mal d'encre¹. Draria a connu une vie sans gloire ni drame retentissant. Un village banal... si ce n'est qu'il était un village colonial.

L'autre élément qui guidait mon choix était la durée. Il fallait inscrire cette histoire du quotidien dans un temps long, celui de la colonisation en Algérie. Draria remplissait cette condition. Alors qu'il existait sous le nom de Kaddous, le village fut l'un des premiers bourgs créés par l'administration française en 1842, et il existe encore aujourd'hui. La commune viticole qu'il était au début du XX^e siècle est devenue une ville de la banlieue algéroise. Du Draria colonial, il subsiste peu de choses et il faut un œil averti pour y repérer les traces de ce passé. Le meilleur témoignage du caractère ténu de cet héritage est l'attitude du jeune chauffeur de taxi à qui j'avais demandé de me promener dans la commune en 2018. Il fut d'abord surpris de ma requête. Que venait faire une touriste française à Draria, qui, de plus, ne cherchait pas à retrouver les témoignages d'une histoire familiale spécifique? Nous avons parlé du passé et circulé à pied et en voiture dans les quelques rues subsistant du village construit dans les années 1840. Puis nous sommes partis sur les traces des rares vieilles fermes coloniales qui demeurent dans cet espace devenu presque complètement urbanisé. Le jeune homme a tenu à me montrer le château Béraud, construit dans les années 1880 par un grand propriétaire, devenu un établissement médical. C'est à peu près tout de ce que j'ai pu identifier du Draria colonial dans le paysage contemporain.

On a beaucoup écrit sur l'Algérie coloniale et l'on continue de le faire. On insiste aujourd'hui sur la construction des identités sociopolitiques parce qu'elles résonnent dans notre société. On s'interroge sur la fabrication du statut d'Indigène et sur l'ombre qu'elle porte dans notre monde. La question de la «race» est cernée sous toutes ses coutures, entreprise utile, salutaire, même si les études sont parfois un peu redondantes. De même se penche-t-on sur la problématique du genre². Ces analyses prennent la suite des travaux sur l'évolution politique de l'Algérie et de ceux, plus anciens, sur la société algérienne coloniale.

Mais on s'est finalement fort peu intéressé à ce que nous appellerons le quotidien colonial. Par quotidien, on entend ici la trame de la vie, cette banalité qui fait le fil de nos jours. Comment la situation coloniale a-t-elle été vécue par les femmes et les hommes qui l'ont connue ? Et au cœur de l'interrogation, gît la question la plus importante et qui me taraude le plus : comment, dans ce régime d'exception que fut la colonisation, les divers groupes ont-ils pu vivre non pas ensemble, mais du moins côte à côte, en situation de voisinage ? Dans la mémoire et dans l'histoire, on a privilégié les temps de crise, d'affrontements violents. Mais que se passait-il quand, justement, il ne se passait «rien», peu de choses ou rien de marquant ?

Pour situer ce livre, commençons par rendre hommage à ces travaux qui ont joué un rôle pionnier dans la connaissance des sociétés maghrébines et que l'on a tendance aujourd'hui à oublier. Hommage d'abord au travail de Jacques Berque, dont la lecture sur l'évolution du Maghreb de l'entre-deux-guerres a nourri mon questionnement préalable. Il est important de le citer. Parlant de l'entre-deux-guerres, il met en relief la construction d'un *modus vivendi* qui met à l'écart les situations extrêmes :

La France régissait le banal et le quotidien. Certes, aux deux pôles de la violence – celle du colonisé comme celle du colonisateur – l'antinomie subsistait. À l'image de l'*opprimeur*, qui infecte tout ce

qu'il touche, faisait pendant celui de l'*inférieur*, tout juste bon à fournir de la main-d'œuvre, de la chair à canon et des matériaux de construction. Mais la vie de tous les jours refoulait pudiquement de telles incongruités. À fleur d'événements et de comportement, le compromis régnait et la vie était plus forte³.

Dans les pas de Jacques Berque, il s'agira pour moi de questionner cette notion de compromis. Est-ce le terme juste pour comprendre la coexistence de deux populations placées dans une configuration d'inégalité suscitée par la colonisation ? On en discutera.

Hommage ensuite à ces historiens des années 1950 et 1960 comme André Nouschi, René Gallissot et d'autres⁴. Saluons le travail de cette génération qui a, plus qu'on ne le pense aujourd'hui, contribué à décoloniser l'histoire, à la fois par leurs livres et leur engagement sur le terrain. Hommage enfin aux travaux d'Omar Carlier, au croisement de l'histoire et de l'anthropologie⁵.

L'étude des villages de colonisation est un genre ancien, souvent inséparable de la justification de la conquête et de «l'œuvre» françaises. Dès la période coloniale, plusieurs thèses ont été soutenues sur le sujet comme celle de Julien Franc sur la Mitidja soutenue en 1929, ou celles de Robert Tinthoin et Xavier Yacono sur l'Oranie⁶. Les monographies de villages étaient alors assez prisées. Ces travaux, très documentés, très «sérieux» dans leur approche disciplinaire, restent toutefois prisonniers d'une vision colonialiste de «l'œuvre» française à laquelle ils rendaient hommage. Tel n'est pas le cas du géographe Isnard – à la fibre très historique – qui, dans les années 1930, a consacré une thèse monumentale au vin en Algérie et publié toute une série d'articles sur le Sahel pendant sa carrière⁷. Depuis quelques années, deux générations plus tard, la question agraire et celle du peuplement occupent de plus en plus de chercheurs. Signalons, à titre d'exemples, les travaux de Tarik Bellahsene

sur les centres de peuplement créés par l'administration française, ceux de Dahou Djerbal et ceux de Didier Guignard sur l'histoire rurale de l'Algérie. Jennifer Sessions s'est intéressée quant à elle à la politique dite de colonisation en Algérie dans les premiers temps de la présence française, tandis que Christine Mussard a analysé le cas précis de la commune de La Calle⁸.

Mon objectif n'est toutefois pas directement de retracer la vie du village ou le processus de colonisation, mais de mener une enquête sur le quotidien de la colonie à une époque peu banale. L'Algérie, c'était à la fois la France et une colonie. Elle n'avait pas tout à fait les mêmes institutions que les départements métropolitains, on y entendait un français un peu déroutant pour des oreilles hexagonales et d'ailleurs, beaucoup de ses habitants ne le parlaient pas. À propos du statut des Indigènes, les juristes d'alors parlaient de « monstruosité juridique », évoquant leur condition de Français non citoyens jusque dans la seconde moitié du XIX^e siècle. En somme, la vie d'un village colonial se déroule dans un quotidien qui s'ancre dans toute une série d'exceptionnalités au regard de la métropole – exceptionnalités qui, toutefois, n'étaient pas vécues comme telles par tous les acteurs, du moins par les Européens. À Draria, sur un territoire de quelques kilomètres carrés, jouèrent à peu près tous les ressorts de l'action coloniale : l'appropriation de la terre par l'administration et les propriétaires venus de France, mais aussi la résistance à cette mainmise par les habitants du lieu qui se maintinrent dans la région ; la présence de populations diverses par leurs origines et leur statut juridico-politique (Français, étrangers, Indigènes, catégories qui ont évolué dans le temps) ; les relations entre ces groupes marquées de proximités (de travail, affectives, politiques, etc.) ; la gestion diversifiée des populations par l'administration locale en particulier ; la lente, très lente intégration des Indigènes dans le corps politique allant de pair avec le voisinage de plus en plus net du

monde des colons et de leurs descendants ; et enfin, le contexte de guerre à partir de 1954 qui a renforcé les frontières communautaires, réactivé les peurs et les haines entre les individus et attisé les conflits.

Mais que signifie, ici, le terme «quotidien»? Il renvoie à cette *Alltagsgeschichte* (histoire du quotidien) élaborée par les historiens en Allemagne dans les années 1980-1990, inspirée par la lecture, entre autres, de Norbert Elias⁹. On n'entrera pas ici dans les débats historiographiques et politiques qu'a nourris ce courant, mais on retiendra ce qui nous paraît être au centre du projet, en particulier, des historiens qui ont choisi de faire une histoire du quotidien de l'Allemagne nazie. Il s'agissait pour eux d'analyser «l'ascension et l'installation du pouvoir nationaliste» non par le biais du jeu politique des institutions, mais par le «vécu», «l'expérience des acteurs»¹⁰.

Pour notre sujet, il s'agit, dans ce contexte exceptionnel qu'est une société coloniale, de placer la focale sur les acteurs, leur expérience et leur «agency»¹¹, c'est-à-dire leur capacité à agir dans le monde qui les environne. Cette dernière notion, élaborée par les *Subaltern Studies*, a permis de mettre l'accent sur les multiples formes de résistance à l'ordre colonial, en particulier celles que l'on a pu appeler les «résistances à bas bruit». Dans cette perspective, je me propose de prendre en compte *tous* les acteurs de la société coloniale, et de savoir comment ils ont évolué dans le monde qu'ils ont contribué à façonner. Colonisateurs et colonisés ont-ils vraiment co-construit la société coloniale? La question peut paraître provocatrice, car les uns et les autres ne possédaient évidemment pas les mêmes ressources et les mêmes pouvoirs, largement confisqués par les premiers au détriment des seconds. Mais ceux que l'on a longtemps appelés les Indigènes disposaient tout de même, si restreintes soient-elles, de marges de manœuvre, soit pour coopérer, soit pour résister au nouvel ordre, utilisant le recours administratif,

la grève ou le conflit ouvert, jusqu'à la révolte ou la guerre. Et cet «agency», anxieusement traqué et interprété par l'administration et le groupe des Européens, a pris sa part dans la fabrication de la société coloniale, créant tensions, frontières politiques ou culturelles, parfois aussi solidarités. En ce qui concerne Draria, l'objectif est donc de parler de tous ceux qui ont peuplé le village, les paysans autochtones dont les biens ont été séquestrés en 1842, les colons venus de France, les Mahonnais arrivés quelques années après, les immigrés kabyles et tous les autres qui ont habité à un moment ou à un autre la commune. C'est leur quotidien, la manière dont ils l'ont créé qui nous intéressent.

Par ailleurs, chaque groupe est loin d'être homogène, même dans l'espace réduit du village. Et peut-être devrait-on dire *surtout* dans cet espace. Car s'y livrent des conflits et y apparaissent des tensions entre gros propriétaires et petits colons d'un côté, par exemple entre Français et étrangers, militants anticolonialistes et partisans de l'Algérie française de l'autre, parmi ceux que l'on appelait les Européens. Mais les positions sociales et idéologiques ne sont jamais gravées dans le marbre. Les étrangers s'agrègent au groupe des Français par la naturalisation, le mariage, la cohabitation. Tous les colons, petits ou gros, peuvent se retrouver unis face au pouvoir métropolitain, lorsqu'ils estiment que leurs intérêts sont lésés, ou face au danger nationaliste algérien. Les frontières entre les groupes sont poreuses et fluctuent selon les périodes et les situations. De même, la situation coloniale impose aux colonisés de choisir leur camp, entre ceux qui acceptent de coopérer et ceux qui s'y refusent. Mais là encore, on le verra, les choses sont moins binaires qu'elles n'y paraissent à première vue, et la soumission à l'ordre colonial peut être remise en question lorsque sont en jeu des espaces sacrés comme les cimetières, ou lorsque se répand le message nationaliste. Entre les divers groupes se nouent donc des solidarités ou des alliances, s'ouvrent des conflits larvés ou frontaux.

Comment repérer ces infimes négociations dans l'espace social que représente le village ? Il fallait tout d'abord trouver les archives nécessaires pour mener l'enquête. Comment raconter ensuite l'histoire d'un lieu qui n'a pas d'archive constituée ? L'un des conservateurs des ANOM (Archives nationales d'outre-mer) m'a d'emblée mise en garde : « Ce sera difficile, m'a-t-il dit, nous n'avons pas grand-chose sur Draria. » C'est vrai, mais pas tout à fait, cependant. Les ANOM conservent les dossiers exceptionnellement riches des premiers concessionnaires arrivés dans les années 1840. On aurait pu écrire tout un livre sur ces premières années du village. Par la suite, il a fallu débusquer dans de multiples cartons épars des comptes rendus de séances du conseil municipal et des pétitions adressées par les habitants du lieu qui font émerger l'existence de Draria dans la masse des archives concernant l'Algérie. La presse, par le biais des faits divers et du carnet du jour, les journaux agricoles spécialisés, par exemple, et des études sociologiques réalisées sur la région ont permis de continuer l'enquête pour le XX^e siècle. Enfin, les archives militaires conservées au Service historique de la Défense (SHD) à Vincennes, surtout utilisées pour la période de la guerre d'Algérie, ont complété cette collecte retracée ici brièvement.

Mon projet n'étant pas de produire une monographie de Draria retraçant ses grandes heures et les temps sombres, il s'agissait de faire une lecture fine des sources, parfois « à contre-grain », comme le recommandent les historiens des *Subaltern Studies*. Il fallait non seulement repérer les micro-événements qui ont scandé la vie du village, mais aussi en comprendre le sens en multipliant les grilles de lecture et en identifiant les voix des acteurs sous la sécheresse des actes administratifs. L'octroi des concessions aux colons en 1842 et les années suivantes a généré d'abondantes sources, on l'a dit. Certes, la parole administrative domine, celle du directeur de l'Intérieur qui a mis sur pied la politique de colonisation durant ces années-là en Algérie. Mais on

entend également la voix des colons par le biais des nombreuses lettres qu'ils lui adressent. Et même, si l'on est attentif, résonne celle des habitants originels de Kaddous qui eux aussi, parfois, s'adressent à l'administration. On peut encore percevoir l'écho des uns et des autres à travers les pétitions et les enquêtes menées dans la commune jusque dans les années 1890. Les «subalternes» peuvent-ils parler, demandait Gayatri Chakravorty Spivak¹²? Il est vrai que les archives coloniales ne font guère entendre leur voix. Mais on peut tout de même tenter de trouver leur écho. Les micro-conflits de la vie communale (autour de la délimitation des biens, de la construction d'un édifice collectif, etc.) tels qu'ils émergent dans les sources administratives nous en apprennent beaucoup sur la situation des divers groupes dans le village, leurs intérêts, la manière dont ils les expriment, et les conflits, souvent mineurs, qui les opposent. Ces négociations au jour le jour sont bien au cœur du quotidien villageois.

Par ailleurs, l'étude de quelques faits divers, mais aussi des annonces des naissances et des décès dans la presse, apporte des éléments précieux. Il me semble, par exemple, que la première mention d'une naissance dans une famille musulmane dans un journal local est très révélatrice. Elle traduit tout d'abord l'émergence d'une classe de petits fonctionnaires musulmans (ici un facteur) et d'autre part, la reconnaissance – par les Européens – de leur place dans la société villageoise. Reconnaissance encore fragile et qui, on le verra, est loin d'englober tous les habitants musulmans.

Ajoutons que les archives militaires utilisées pour parler des dernières années du village colonial doivent être maniées avec précaution, parce qu'elles sont au mieux elliptiques, au pire codées. Il faut quasiment traduire, par exemple, les journaux de marches et d'opération des unités stationnées dans le village pour comprendre ce qui a pu se passer sur le terrain lorsqu'ils évoquent le décès d'un prisonnier abattu lors d'une évasion. Cela

peut signifier aussi qu'il est mort sous la torture¹³. En revanche, malgré mes efforts, je n'ai pu consulter les sources conservées en Algérie, pour de multiples raisons indépendantes de ma volonté. Mais la richesse des archives et leur lecture fine, attentive à repérer la voix de tous les acteurs, a permis de contourner, en partie, l'obstacle. La question épineuse des termes utilisés pour désigner les acteurs s'est posée. Après réflexion, ceux d'Indigènes puis de Musulmans tout comme celui d'Européens se sont imposés. Il s'agit bien là de catégories coloniales, comme le révèlent de nombreux travaux sur le sujet, et mon objectif n'est pas de les reprendre à mon compte ni d'essentialiser les populations. Mais il m'a semblé, tout en connaissant le contexte où ils ont été constitués, nécessaire de les employer, pour identifier les groupes sociaux et ethniques tels qu'ils étaient désignés dans l'Algérie sous domination française.

Enfin, pour saisir l'évolution d'une situation sur le temps long de la colonisation, le plan chronologique s'est imposé. Le premier chapitre introduit les lieux, en plantant le décor. On y rappelle ce qu'était cette région de l'Algérois où fut créé Draria avant l'arrivée des Français, son occupation progressive et la mise en place d'un plan de peuplement européen. Le deuxième raconte l'installation des colons et le début de leur coexistence avec leurs voisins, que l'administration appelait alors les Indigènes. Le troisième suit l'instauration d'une démocratie locale en situation coloniale, qui tient littéralement les habitants musulmans en marge, puis insiste sur le tournant viticole qui a assuré la prospérité du village. Le quatrième chapitre montre l'ouverture progressive de la commune sur le monde, la croissance de la population musulmane et ses conséquences, puis l'impact des deux guerres mondiales. Le dernier, centré sur les huit années du conflit algérien, révèle comment le village est peu à peu entré dans un cycle de violence, qui débouche sur le départ des habitants dits européens et sur l'accession des Algériens à la gestion de la commune.

CHAPITRE PREMIER

DE KADDOUS À DRARIA, L'INVENTION D'UN VILLAGE DE COLONISATION

J'imagine l'arrivée de la famille Dauphin à Draria en 1842. Je vois le père, Antoine, entouré de sa femme et de ses enfants. Le couple est encore jeune, les enfants en bas âge. Ils atteignent le village, du moins ce qui doit devenir le village, disons en fin de journée, après des semaines de voyage. Les fortifications du bourg ont été construites, tout comme les baraques en planche destinées à abriter temporairement les familles. J'imagine que c'est l'été et que souffle un vent léger venu de la mer qui rafraîchit à peine l'atmosphère brûlante. Quelques semaines plus tôt, ils ont quitté le Nivernais, si vert, aux pâturages si riches, ils ont traversé la France en voiture, en passant par Lyon. Tout ce qu'ils ont vu a dû leur paraître étonnant : la grande ville de Lyon, le Rhône si large. Et ensuite, la mer, à Toulon ou à Marseille. Comment se la représentaient-ils, eux qui ne lisaient certainement pas et n'avaient guère l'occasion de voir des tableaux qui la peignaient ? Après une traversée d'un jour et demi ou plus, les voilà débarquant à Alger, alors en pleine reconstruction, des chantiers partout, une ville où se croise

une population aux tenues bigarrées : hardes misérables des dockers, bel habit noir des Maures, blancs haïks des Arabes, sans compter les femmes enveloppées de leurs voiles, et les costumes chamarrés de l'armée française. Quelques heures de repos plus tard, Antoine et les siens reprennent la route et, à une ou deux heures de là, découvrent ce qui va devenir leur nouveau village. Je ne saurai jamais ce qu'ils ont ressenti : joie, déception ou simplement résignation. Mais je vais tenter de comprendre ce qui les a amenés à prendre cette longue route, eux et leurs futurs voisins.

J'imagine aussi le regard que porte la famille de Fatma Schériff sur ces nouveaux venus. Fatma vivait à Kaddous, le nom donné alors à la localité qui deviendra Draria, dans une maison qu'elle tenait de son grand-père, entourée de sa famille qui devait travailler avec elle sur son petit domaine. Comme tous les habitants de la région, elle a connu la guerre dans les années qui ont précédé, un grand nombre de ses voisins ont fui. Pourquoi est-elle restée, je ne sais pas. Elle a certainement déjà côtoyé de grands colons installés dans la commune. Mais que connaît-elle des paysans français qui viennent d'arriver à Kaddous ? Elle et les siens ont été expropriés dès janvier 1842, et sa terre est entrée dans ce que l'administration appelle la zone de colonisation. Je ne sais donc où elle vit en cet été 1842, mais je peux imaginer qu'elle-même ou un membre de sa famille assiste à l'arrivée des Dauphin. On ignore leur état d'esprit, on peut deviner leur frustration, peut-être leur colère...

Enfin, j'imagine celui qui a été à l'origine du nouveau village, le comte Guyot. Mais le terme « imaginer » n'est ici pas le bon mot. Car il existe au moins un portrait et un buste de ce fonctionnaire qui a traversé tous les régimes, de la monarchie de Juillet au Second Empire. Le tableau de 1844, réalisé alors qu'il était encore directeur de l'Intérieur à Alger, le montre bien sanglé dans son uniforme, la taille fine comme les hommes